

SUPERETTES : L'EXPLOITATION A TOUT PRIX, ÇA SUFFIT !

Mai 2019

Des horaires à rallonge !

Les député-es marcheurs, centristes et républicains ont, dans le cadre du vote de la loi PACTE le 11 avril dernier, retenu un amendement qui étend, pour les salarié-es des commerces alimentaires, le travail de nuit de 21 h à minuit : plutôt que de rappeler à la loi les magasins contrevenants et tout en versant une larme sur le sort des femmes, majoritaires dans notre profession, qui élèvent seules leurs enfants, c'est notre santé, nos conditions de travail et de sécurité qui sont méprisées au nom du "progressisme" !

C'est aussi des livreurs auto-entrepreneurs qui sont requis pour repousser davantage l'amplitude d'ouverture, sans tenir compte du coût écologique ainsi occasionné.

Des robots plutôt que des humains !

Quand celle-ci n'est pas bafouée et pour contourner le peu de limitation horaire qui reste (interdiction de travailler le dimanche après 13 h), certaines enseignes installent des caisses automatiques ou rapides - le personnel appréciera - tout en surexploitant les agents de sécurité en charge de leur surveillance.

De la sorte, leur but est bien de remettre en cause les emplois de caissiers/ières (10.000 emplois en moins dans la grande distribution en 2018 en dépit du versement du CICE, Carrefour prévoit lui d'en supprimer 3.000 de plus cette année et Auchan va céder 21 magasins).

Bienvenue au magasin multi-tout !

Les supérettes deviennent aussi des bars à salades, des fleuristes, des guichets bancaires, postaux et demain SNCF. Le résultat ? Un service erratique, pas d'embauche supplémentaire et encore moins d'augmentation de salaire du personnel concerné, au prix de la destruction d'autres emplois, y compris dans les services publics, et ce uniquement pour faire plus de profit.

Il nous faut réagir largement !

Salarié-es du commerce mais aussi de la restauration, de la sécurité, livreurs/euses, postiers/ières, cheminot-es, rassemblons-nous **jeudi 9 mai à 12 h** au magasin Monoprix sis 125 rue des Dames (M. Villiers) avant de rejoindre la manifestation de la fonction publique prévue à 14 h à Denfert-Rochereau.